

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2007)
Heft: 1746

Rubrik: [Impressum]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 30.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

également rendre obligatoire la connexion au chauffage à distance alimenté par les énergies renouvelables. Mais, c'est s'attaquer à la fois au tabou libéral, et au fédéralisme. Les cantons sont compétents en matière de police des

constructions et d'aménagement du territoire.

Le plan iconoclaste de Moritz Leuenberger est un gros morceau qui sera difficile à faire avaler au nouveau parlement, même renforcé de

quelques députés verts. Sans parler de la pression qu'exerceront economiesuisse et la grande foule des automobilistes lorsque Berne proposera une nouvelle taxe de 50 centimes par litre d'essence.

Qui veut vraiment limiter les émissions de CO2?

Les forages pétroliers causent d'importantes émissions de CO2. Mais, certains Etats préfèrent la parole aux actes.

Jean-Daniel Delley (08 septembre 2007)

De sommets environnementaux en déclarations d'intention, les Etats s'engagent à lutter contre le réchauffement climatique en diminuant leurs émissions de gaz carbonique. Or il est une mesure simple qui, à elle seule, permettrait de réduire les émissions de CO2 de 400 millions de tonnes: cesser de brûler ou de lâcher dans l'atmosphère les gaz émis lors des forages pétroliers. Selon une étude de la Banque mondiale, les entreprises de forage brûlent annuellement près de 170 milliards de m3 de

gaz, la Russie à elle seule 50 milliards. La Banque mondiale s'appuie sur l'analyse des images satellite de l'Agence américaine de la météo. Un usage commercial de ce gaz perdu rapporterait environ 40 milliards de dollars aux pétroliers.

Mais voilà, ces derniers ne sont guère incités à activer cette source de revenu.

Contrairement au pétrole, le gaz est difficilement stockable et transportable. La Norvège est l'un des rares Etats qui pénalisent fortement la

combustion de ces gaz. Ce qui a conduit les pétroliers à valoriser la presque totalité des gaz émis lors de l'extraction de l'or noir dans ce pays. La Banque mondiale gère un programme d'aide à la récupération des émissions de gaz. Ainsi le Nigéria met en place des installations de chaleur-force qui produiront l'équivalent de 12% de la consommation électrique du pays. Mais le Brésil, la Russie et le Venezuela notamment continuent d'ignorer ce programme.